



**L’Absence des observateurs de l’Union Européenne (UE) au scrutin du 07 octobre 2018, suscite beaucoup d’inquiétude dans les rangs de l’opposition.**

La question relative à l’envoi des observateurs de l’Union Européenne à l’occasion du scrutin présidentiel se pose depuis de longs mois. On se souvient que le 07 mai 2018 dans une émission diffusée sur Canal 2 Internationale, l’ambassadeur chef de mission de l’UE, Hans Peter Shadek a déclaré que l’Union Européenne n’enverrait pas de mission d’observation pour les consultations électorales à venir au Cameroun.

Deux thèses se bousculent en ce moment. La première soutient que le Cameroun n’a pas invité les observateurs européens pour le compte de la Présidentielle. La deuxième indique que l’UE serait en proie à des tensions de trésorerie.

De source digne de foi, on apprend que les ressources de l’Union sont limitées. L’Union Européenne est contrainte d’élaborer un planning des missions longtemps à l’avance en fonction des priorités. Selon les analystes politiques,

La non présence des observateurs de l’Union Européenne à la Présidentielle 2018 au Cameroun peut engendrer un déficit de crédibilité.

Pour nombre d'opposants, la caution morale de l'UE est indispensable. L'observation a pour but d'assurer un processus électoral équitable, conduit selon des standards internationaux, ce qui encourage la protection des droits civils et politiques.

La légitimité d'une élection peut être affectée par les critiques des observateurs. L'observation des élections peut être réalisée sous diverses formes. Mais en général les élections sont suivies par un petit nombre d'observateurs dans des endroits qui pourraient présenter des problèmes.

Depuis le retour du multipartisme au Cameroun, c'est la première fois que les observateurs de l'Union Européenne seront absents des bureaux de vote.